

P REMIÈRES INFORMATIONS

et PREMIÈRES SYNTHÈSES

L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE EN 1999

L'année 1999 s'est conclue par des créations d'emplois et une réduction du chômage de grande ampleur : +420 000 emplois et -350 000 demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 (DEFM) entre fin 1998 et fin 1999.

La croissance de l'activité économique est principalement à l'origine de ces bons résultats. Elle a été marquée par un premier trimestre en léger creux, avec comme conséquence une dégradation de l'emploi au premier semestre dans certains secteurs de l'industrie. Le second semestre a été plus propice aux créations d'emplois. À la fin de 1999, un peu plus de 23 millions de personnes étaient en emploi.

Dans ce contexte économique favorable, les politiques spécifiques de l'emploi se sont redéployées au profit des personnes menacées d'exclusion et des jeunes. D'autre part, l'application de la loi de juin 1998 sur la réduction du temps de travail, qui concernait 27 200 entreprises et 2 865 000 salariés fin 1999, a entraîné une baisse de la durée collective moyenne du travail. Au total, la contribution de la politique de l'emploi est estimée à 120 000 emplois nouveaux.

Le chômage connaît un repli d'envergure. La forte diminution des seules DEFM de catégorie 1 et la moindre progression des DEFM de catégorie 6 conduisent à une diminution du nombre total des demandeurs d'emploi. Fin 1999, 2 580 000 personnes étaient inscrites comme demandeurs d'emploi de catégorie 1 à l'ANPE ; le taux de chômage au sens du BIT se situant à 10,6 %.

En 1999, l'emploi a bénéficié d'un environnement économique favorable et de la politique de l'emploi, avec des premiers effets significatifs de la réduction du temps de travail. Après 3,2 % en 1998 le rythme de croissance du PIB total s'établit à 2,9 % en moyenne annuelle ; ce fléchissement s'expliquant par le ralentissement de l'activité au premier trimestre.

Alors que l'emploi non salarié diminue au même rythme que les années précédentes, l'emploi total (hors contingent) progresse de 454 000 postes en 1999, après 384 000 en 1998 (tableau 1). Ce volume est largement supérieur à ceux enregistrés pendant la période de forte croissance en emploi de 1988-1989, où 277 000 puis 330 000 emplois avaient été créés.



Année faste pour la construction

Le secteur privé non agricole (1) bénéficiant d'une croissance plus soutenue (+3,3 % en moyenne annuelle) (2) crée, quant à lui, 362 000 emplois salariés. Le rythme de progression de l'emploi s'est accéléré au second semestre (graphique 1), et comme en 1998, les trois grands secteurs d'activité – tertiaire, industrie, construction – sont créateurs d'emploi sur l'année.

(1) - Il s'agit de l'ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

(2) - Depuis le changement de base dans les comptes trimestriels, l'INSEE ne publie plus la série du PIB marchand non agricole. La DARES a estimé cette série en soustrayant au PIB total les valeurs ajoutées de l'agriculture et des services principalement non marchands.

Tirant les bénéfices d'une demande de logements très soutenue et de l'allègement de la TVA au second semestre, l'emploi dans la construction a connu une

croissance particulièrement vive (+30 000).

Mais le tertiaire est à l'origine de 90 % des emplois créés dans le

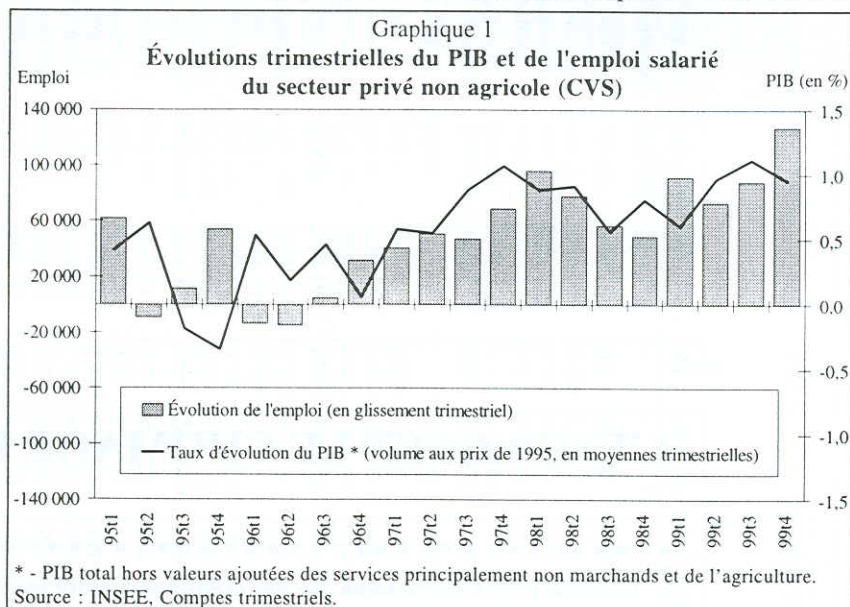


Tableau 1
Évolution de l'emploi par secteur d'activité (nomenclature NAF)

	Niveau brut (en milliers)	Variations annuelles brutes (en milliers)		Variations annuelles brutes (en %)		Variations semestrielles CVS (en %)			
		1999	1998	1999	1998	1999	98.1	98.2	99.1
Salariés	20 820	394	467	2,0	2,3				
Agriculture	292	5	0	1,7	0,0				
Secteur privé non agricole	14 117	275	362	2,0	2,6	1,3	0,8	1,2	1,5
Industrie	4 071	10	11	0,2	0,3	0,3	0,0	-0,1	0,4
dont : IAA	540	5	4	0,9	0,7	-0,1	0,9	0,3	0,4
Biens de consommation	728	-2	-11	-0,3	-1,5	0,0	-0,3	-0,8	-0,7
Automobile	288	0	2	0,1	0,7	0,2	-0,1	-0,4	1,1
Biens d'équipement	813	4	10	0,5	1,3	0,4	0,1	0,5	1,0
Biens intermédiaires	1 461	7	6	0,5	0,4	0,6	-0,1	-0,2	0,7
Énergie	242	-5	-1	-1,9	-0,2	-1,1	-0,9	-0,5	0,2
Construction	1 141	3	28	0,3	2,5	0,3	0,1	1,3	1,3
Tertiaire (1)	8 905	262	323	3,1	3,8	1,9	1,2	1,8	2,1
dont : Commerce	2 676	53	70	2,1	2,7	0,8	1,2	1,1	1,6
Transports	1 000	32	40	3,4	4,2	1,9	1,4	1,7	2,4
Activités financières	665	2	4	0,2	0,6	-0,2	0,4	0,1	0,6
Activités immobilières	307	3	-1	0,9	-0,4	0,6	0,3	-1,8	1,4
Services aux entreprises	2 641	115	126	4,8	5,0	3,4	1,4	2,6	2,6
Services aux particuliers	1 616	57	84	3,9	5,5	2,5	1,5	3,1	2,5
Tertiaire (2)	6 410	114	105	1,8	1,7				
dont : CES-CEC-CEV et Emplois Jeunes (3) ..	508	48	51	11,6	11,1				
Non-salariés	2 453	-11	-13	-0,4	-0,5				
Emploi total (hors contingent)	23 273	384	454	1,7	2,0				
Emploi total (y compris contingent)	23 340	329	417	1,5	1,8				

N.B. : Les effectifs de l'industrie, de la construction et du tertiaire sont estimés en nouvelle nomenclature NAF à partir des statistiques UNEDIC et de l'enquête ACEMO du Ministère de l'emploi et de la solidarité. Il s'agit de résultats bruts au 31 décembre de chaque année. Les variations semestrielles CVS correspondent aux estimations trimestrielles d'emploi salarié publiées conjointement par l'INSEE et la DARES.

(1) - Hors administration, éducation, santé et action sociale.

(2) - Administration, éducation, santé et action sociale.

(3) - Contrat emploi-solidarité, contrat emploi consolidé et contrat emploi ville.

Sources : MES-DARES, INSEE, UNEDIC.

